



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

Direction interrégionale de la mer Méditerranée
Service réglementation et contrôle

ARRÊTÉ N° 457 DU 29 JUIN 2020

portant autorisation pour des pêcheurs professionnels à pratiquer la pêche du corail à l'aide d'appareils permettant de respirer sans remonter à la surface en Méditerranée continentale

Le préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches du Rhône,

- VU** le règlement (CE) n° 1967/2006 du Conseil du 21 décembre 2006 modifié, concernant des mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée et modifiant le règlement (CEE) n° 2847/93 et abrogeant le règlement (CE) n° 1626/94 ;
- VU** le règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil du 20 novembre 2009 modifié instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) n° 404/2011 de la Commission du 8 avril 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ;
- VU** le règlement (UE) n° 1343/2011 du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifié concernant certaines dispositions relatives à la pêche dans la zone couverte par l'accord de la CGPM (Commission générale des pêches pour la Méditerranée) et modifiant le règlement (CE) n° 1967/2006 du Conseil concernant des mesures de gestion pour l'exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée ;
- VU** la recommandation CGPM/43/2019/4 relative à un plan de gestion pour l'exploitation durable du corail rouge en mer Méditerranée ;
- VU** le livre IX du code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le code du travail, notamment ses articles R.4461-1 et R.4461-6 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2010-130 du 11 février 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1960 modifié portant réglementation de la pêche sous-marine sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2016 définissant les modalités de formation à la sécurité des travailleurs exposés au risque hyperbare ;

.../...

- VU** l'arrêté ministériel du 14 mai 2019 définissant les procédures d'accès, de séjour, de sortie et d'organisation du travail pour les interventions en milieu hyperbare exécutées avec immersion dans le cadre de la mention B « techniques, sciences, pêche, aquaculture, médias et autres interventions » ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 avril 2020 créant un régime national de gestion pour la pêche professionnelle de corail rouge (*Corallium rubrum*) en mer Méditerranée ;
- VU** l'arrêté n° 85 du 11 avril 1980, fixant les conditions de délivrance des autorisations de pêches au corail en plongée sous-marine avec appareil respiratoire autonome ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°412 du 28 avril 2008 modifié portant réglementation particulière de la pêche sous-marine sur le littoral de Méditerranée Continentale ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° R93-2018-09-11-01 du 11 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Eric LEVERT directeur interrégional de la mer Méditerranée ;
- VU** les demandes des intéressés ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Par dérogation aux dispositions interdisant la pêche sous-marine à l'aide d'un appareil permettant de respirer sans remonter à la surface, et en application de l'arrêté ministériel du 1er décembre 1960 susvisé, les personnes dont les noms suivent sont autorisées pour une durée de un an à compter de la date de signature du présent arrêté et à pratiquer la pêche du corail, dans les eaux de Méditerranée continentale, dans les limites prévues notamment :

- par les certificats d'aptitude à l'hyperbarie qu'elles détiennent,
- par les certificats de visite médicale (durée de validité, navigation et aptitude aux interventions en milieu hyperbare) :

Nom	Prénom	N°d'identification	Nom du navire	N°d'immatriculation
BESKER	Yves	20027932 L	STE	NI 608506
BIZORD-BLANCO	Jonas	20145051 P	SUBMED	MA 874772
BOUROUROU	Mehdi	20027421 F	SERINE II	MA 214468
CHARVET	Gérard	19785390 K	SAN ANTONIO	AJ 733546
DI DOMENICO	Claude	19923573 J	LE LEVANT HYDRA II	MA 874745 MA 829316
MAYOL	Philippe	19795028 L	PROTEUS II	MT 671976
MAZOYER	Eric	19983993 W	SAN ANTONIO	AJ 733546
PALUN	François	20144671 B	SIMON II L'ALISSOUN	NI 874 520 NI 874 833
PETROGNANI	Patrick	19943831 D	CRAYFISH ASPUNGA	BI 706415 BI 929814
PRIEUR	Brian	20027224 S	LE LEVANT	MA 874745
RAFFAELLI	Jean-Michel	19835253 J	LOLA	BI 720728
REBUFFAT	Robert	19755609 P	ALBORAN	AJ 619315
RUGGIERO	Fabrice	20027867 R	SIMON II L'ALISSOUN	NI 874 520 NI 874 833
TRUBERT	Olivier	19983097 J	LE LEVANT II HYDRA II	MA 874745 MA 829316

ARTICLE 2 :

Retrait ou suspension.

Les dérogations mentionnées à l'article 1 et 2 du présent arrêté sont accordées à titre précaire et peuvent être modifiées ou retirées sans indemnité à la charge de l'État notamment en cas de raréfaction de la ressource, d'infraction à la réglementation des pêches ou de non-respect des obligations particulières rappelées aux articles 4 et suivants.

Ces dérogations sont automatiquement suspendues, et peuvent être modifiées ou retirées sans indemnité à charge de l'État, en cas d'accident de plongée, de perte de la qualité de marin, d'échéance du certificat d'aptitude à l'hyperbarie, d'inaptitude temporaire ou définitive à la navigation ou aux interventions en milieu hyperbare ou de non-renouvellement du certificat médical à la date d'échéance.

ARTICLE 3 :

Obligations particulières relatives aux lieux de plongée.

Les bénéficiaires de la présente décision ne peuvent pratiquer la pêche dans les eaux où sont mouillés des filets et des casiers ainsi que dans un rayon de 500 mètres autour du lieu de naufrage des épaves connues.

Ils sont tenus, avant de plonger, de s'assurer qu'aucun filet ou autre engin n'est calé dans les parages à explorer.

Ils ne doivent laisser sur les lieux de pêche aucun signal pouvant occasionner la nuit, des dommages aux filets flottants et dérivants.

Lorsque le plongeur est en action de pêche, le navire doit arborer l'un des signaux prévus par la circulaire du 19 septembre 1969.

ARTICLE 4 :

Les bénéficiaires doivent également se conformer aux prescriptions complémentaires qui peuvent leur être éventuellement fixées par décision du directeur départemental des territoires et de la mer territorialement compétent en fonction du lieu de pêche.

ARTICLE 5 :

Autres obligations incombant aux bénéficiaires.

Tout accident de plongée devra immédiatement être porté à la connaissance du médecin en poste à l'Institut National de Plongée Professionnelle.

ARTICLE 6 :

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivant sa notification, soit par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, soit par recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. La juridiction administrative peut être saisie par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>

En cas de recours gracieux l'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée devant la juridiction administrative dans les deux mois suivants.

ARTICLE 7

Le directeur interrégional de la mer Méditerranée, est chargé de l'application et de la notification du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 JUIN 2020
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur interrégional de la mer
Méditerranée et par délégation,
Jean-Luc HALL
Directeur interrégional adjoint



Diffusion

- Intéressé

Copies

- RAA DIRM

- Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins du Languedoc-Roussillon

- Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Provence-Alpes-Côte d'Azur

- DDTM/DML PV, ST, MA, TL, NI,

- CNSP ETEL

- Vedette régionale MAUVE

- DPMA BGR, BAEI

- DIRM AJ

- Dossier RC